

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Pour diffusion immédiate

Les personnes immigrantes durement affectées par la pandémie de COVID-19

Montréal, le 1^{er} mars 2022 – La pandémie a entraîné une multitude de conséquences pour la santé et la qualité de vie des personnes immigrantes, population plus durement touchée que la plupart des autres Québécoises et Québécois. C'est le constat effectué par l'Association pour la santé publique du Québec (ASPQ), l'Observatoire québécois des inégalités (OQI), la Table de concertation des organismes au service de personnes réfugiées et immigrantes (TCRI) et quatre autres organisations¹ qui, dans un [rapport conjoint](#), ont documenté l'impact de la pandémie de COVID-19 et de l'urgence sanitaire sur la santé et le bien-être des personnes immigrantes du Québec grâce à une revue de littérature, un sondage auprès de 700 personnes immigrantes vivant au Québec depuis sept ans ou moins et les observations de plusieurs organismes desservant cette population.

« La pandémie a touché plus durement certains groupes de populations au Québec : c'est le cas des personnes immigrantes. Nous espérons que ce rapport servira de pierre d'assise pour des actions qui mèneront rapidement à l'amélioration de leur qualité de vie. Pour nos différentes organisations, il s'agit d'une priorité. » indique **Thomas Bastien**, directeur général de l'ASPQ.

« Les répercussions de la COVID-19 mises en relief dans le sondage et par les organisations partenaires sont convergentes ou complémentaires avec les résultats de la revue de littérature », indique **François Fournier**, chercheur à l'OQI. Il souligne que : « La littérature examinée nous apprend que toutes les sphères de la vie des personnes immigrantes sont affectées par la crise sanitaire et que les inégalités préexistantes se sont aggravées ».

« Les constats ce rapport illustrent très bien les angles morts de la prise en compte des besoins spécifiques des personnes immigrantes dans le contexte de la pandémie, et ce tout particulièrement pour les personnes à statut précaire », selon **Stephan Reichhold**, directeur général de la TCRI. « Nous sommes prêts à collaborer avec le gouvernement du Québec pour la mise en place des recommandations qui découlent du rapport », conclut-il.

¹ ACCÉES, CIUSSS Centre-Sud-de-Montréal, CITIM, Forum économique international des Noirs, La Maison Bleue
https://aspq.org/app/uploads/2022/02/2022_immigrants-et-covid_vf.pdf

Les faits saillants de ce rapport

Les besoins des personnes immigrantes, dont certains étaient déjà non comblés avant la crise, ont été exacerbés par la pandémie de COVID-19. Celle-ci a aussi mis en lumière des défis tels que l'obtention de services, la francisation et la recherche d'emploi ou de logement à distance. Voici quelques-uns des constats réalisés démontrant la fragilisation des conditions de vie des personnes immigrantes.

- Les personnes immigrantes sont plus nombreuses à avoir contracté le virus et à en être décédées. Le délai d'accès à l'information en raison de la langue ainsi que le fait d'occuper un emploi plus risqué ou d'avoir un membre de sa famille occupant un tel emploi font partie des explications à cette situation.
- Pendant une période sans emploi, seulement 1 personne répondante sur 2 a eu recours à une aide gouvernementale pour remplacer leur revenu (47 %) comme la Prestation canadienne d'urgence (PCU). Il est possible que le statut d'immigration ait influencé l'accès à ce soutien financier, mais aussi que certaines personnes évitent d'y avoir recours par crainte de nuire à leur démarche d'immigration.
- L'insécurité alimentaire s'est manifestée par un recours sans précédent aux banques alimentaires : celui-ci a triplé dans certains quartiers pluriethniques.
- 1 personne en télétravail sur 5 (21 %) considère que son aménagement à la maison n'est pas adéquat pour travailler (ex. : logement exigü, bruyant, manque d'équipement ou de branchement internet suffisant, etc.).
- Le nombre d'actes racistes et de crimes haineux envers les Québécoises et Québécois d'origine asiatique à Montréal aurait quintuplé depuis le début de la crise sanitaire.
- Un tiers des parents (35 %) au Québec depuis 7 ans ou moins déclare n'avoir pas été en mesure d'utiliser le matériel du ministère de l'Éducation pour poursuivre les apprentissages à la maison lors des périodes de fermeture.

Un rattrapage nécessaire en matière de processus d'immigration et d'intégration

Les délais de traitement des dossiers, qui se sont accentués avec la pandémie, tendent à miner le bien-être mental et physique des familles et font obstacle à des projets futurs de réunification familiale. Un rattrapage s'impose.

De plus, les mesures de distanciation, le confinement et la suspension de multiples activités culturelles et communautaires ont compliqué ou freiné l'intégration et l'adaptation des nouveaux arrivants et arrivantes dans la société québécoise. La pandémie a également réduit l'accès à la francisation, qui est une clé essentielle à l'intégration socio-culturelle et à l'accès au marché du travail.

Certains cours ont été suspendus alors que les cours se déroulant à distance étaient rarement adaptés aux personnes ayant immigré récemment ou à statut précaire, qui ne disposaient pas du matériel informatique adéquat, d'une connexion internet efficace ou des habilités techniques requises. Cela a pénalisé certaines personnes immigrantes.

La conciliation famille-travail-étude obstruée par l'accès au service de garde chez les personnes migrantes à statut précaire

Selon le sondage réalisé, pour la moitié des parents, le manque d'accès à un service de garde prive leur famille d'un deuxième revenu. Chez les parents de tout-petits qui travaillent, moins de la moitié (46 %) des enfants fréquentent un service de garde alors que le quart (26 %) des parents confient leurs enfants à un proche ou un membre de la famille et un autre quart (24 %) demeure à la maison avec le parent qui ne travaille pas. Chez les immigrants à statut précaire, c'est plutôt 43 % des enfants qui restent à la maison avec l'un des parents.

L'accès à des places subventionnées dans un service de garde aurait des bienfaits à la fois pour le niveau de vie de la famille immigrante dans son ensemble que pour l'égalité des sexes, l'intégration des enfants à la société québécoise et leur développement.

Nos recommandations

Pour pallier la situation, en plus de tenir compte des recommandations déjà publiées visant un meilleur contrôle de la transmission du virus et une mitigation spécifique des conséquences d'une infection chez les personnes immigrantes et réfugiées², l'ASPQ, l'OQI, la TCRI et leurs partenaires recommandent une multitude d'actions qui sont détaillées au lien suivant : https://aspq.org/app/uploads/2022/02/2022_immigrants-et-covid_faits-saillants_vf.pdf

- 30 -

À propos de l'Association pour la santé publique du Québec (ASPQ)

L'ASPQ regroupe citoyens et partenaires pour faire de la santé durable, par la prévention, une priorité. Elle soutient le développement social et économique par la promotion d'une conception durable de la santé et du bien-être. La santé durable s'appuie sur une vision à long terme qui, tout en fournissant des soins à tous, s'assure aussi de les garder en santé par la prévention. www.aspq.org

À propos de l'Observatoire québécois des inégalités

Basé à l'Université de Montréal, l'Observatoire québécois des inégalités est un courtier de connaissances scientifiques qui éclaire les réflexions et les prises de décision concernant les inégalités de revenu, d'opportunité et de qualité de vie. www.observatoiredesinegalites.com

² Direction régionale de santé publique du CIUSSS du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal (2021). Améliorer la réponse à la pandémie de COVID-19 pour les populations racisées et immigrantes à Montréal : consultation des acteurs terrain. Repéré au santemontreal.qc.ca/fileadmin/fichiers/professionnels/DRSP/Directeur/Rapports/RapportReponsePandemiqueCommunautesImmigrantesRacisees.pdf

À propos de la Table de concertation des organismes au service des personnes réfugiées et immigrantes (TCRI)

Le secteur communautaire de l'immigration et de l'intégration au Québec est principalement porté par la Table de concertation des organismes au service des personnes réfugiées et immigrantes (TCRI). Créé en 1979, la TCRI regroupe près de 160 organismes communautaires à travers le Québec dédiés à la défense des droits et à l'intégration des personnes réfugiées, immigrantes et sans statut. Partie intégrante de l'action communautaire autonome, la TCRI est le plus important joueur non gouvernemental en ce qui concerne l'intégration et l'offre de services à l'ensemble des nouveaux arrivants au Québec.

Demandes d'entrevues, contactez :

Pour l'Association pour la santé publique du Québec (ASPQ) :

Thomas Bastien, Directeur général

Cellulaire : **514-998-9188** — Courriel : tbastien@aspq.org

Pour l'Observatoire québécois des inégalités :

Marianne Castelan, Responsable des communications et affaires publiques

Cellulaire : **438-495-7416** — Courriel : m.castelan@observatoiredesinegalites.com

Pour la TCRI :

Jean-François Veilleux, coordonnateur des communications

Cellulaire : **438-889-7350** — Courriel : jfv@tcri.qc.ca